

CURIERUL JUDICIAR

DOCTRINĂ — JURISPRUDENȚĂ — LEGISLAȚIUNE — ECONOMIE POLITICĂ — FINANȚE — SOCIOLOGIE

Director: **DEM. I. DOBRESCU**
Președintele Uniunii Avocaților din România

COMITETUL DE REDACȚIE:

TR. ALEXANDRESCU Avocat, Direct. Contenc. B-pei G-le a Țărei Româneșii	ALEX. CERBAN Profesor la Facultatea de Drept, București	IOSEF G. COHEN Avocat membru Cons. legislativ	GR. CONDURATU Fost Consilier la C. de Apel București, Avocat	RÉNÉ DEMOGUE Profesor la Facultatea de Drept din Paris
V. DONGOROZ Dr. în Drept din Buc. Avocat	ALFRED JUVARA Dr. în Drept din Paris Avocat	D. NEGULESCU Profesor la Facultatea de Drept, București	I. GR. PERIȚEANU Avocat	C. SIPSOM Profesor la Facultatea de Drept, București
GR. TRANCU-IAȘI Fost Ministru al Muncii Avocat	P. VASILESCU Dr. în Drept din Paris Avocat	AL. VELESCU Dr. în Drept din Buc. Avocat	ALBERT WAHL Profesor la Facultatea de Drept din Paris	C. STOEANOVICI Dr. în Drept din Paris Avocat

Secretar de Redacție: **E. C. DECUSARA**, Dr. în Drept din Paris, Directorul Statisticii Judiciare

Membrii corespondenți pentru Paris: **EDOUARD LÉVY** și **SILVIU KRAINIC**, D-ri în Drept, Avocați, Paris

ABONAMENTUL

Un an p. B-ci, Case Com. și Autorit. 900 lei
" Avocați 600
" Magistrați 500
6 luni prețul de sus pe jumătate

APARE ODATĂ PE SĂPTĂMANĂ

În lunile Iulie și August
apare odată la 2 săptămâni
Abonamentele se plătesc totdeauna înainte

Redacția și Administrația

București, Ardei, 5 și Rahovei, 5
Lângă Palatul Justiției
TELEFON 13/29

Numărul viitor al Curierului Judiciar va apare cu data de Duminică 14 Sept. a. c. dela care dată reîncepe apariția regulat săptămânal.

SUMAR

— Deuxième Assemblée de la société des Nations, première commission et vingt-huitième séance plénière. La proposition d'amendement de l'art. 26 du Pacte. Le discours tenu dans cette occasion par M-r.prof. D. Negulesco;

— Indivizibilitatea mărturisirei, de d. judecător Trajan R. Scriban;

— Cum trebuie să se execute hotărârile judecătorești prin care s'a dispus evacuarea chirieșului dintr'un imobil? de d. judecător Dimitrie I. Ștefănescu;

Jurisprudență:

— Curtea de Casație s. I: *Julietta și inginer Matei Bălănescu, cerere grațioasă* (Dotă în numerar. Clauză de consemnare și întrebuintare. Nu trece în proprietatea soțului ei a rămâne a soției. Soția nu se poate împrumuta cu capitalul ipotecând un imobil al său parafernial), cu o Notă;

Idem: *M. Platti cu I. Săndulescu*. (Procură subsemnată privată dată de client și certificată de avocat. Certificarea avocatului nu înlocuiește data certă. Apel introdus pe baza acestei procuri și fără alăturarea ei în copie sau original. Apel neregulat introdus. Art. 36 legea avocaților);

— Trib. Dolj s. II-a: *Banca Sînd. Agricol Ilfov, Banca Marmorosch Blank & Co. și Banca Olterției din Craiova cu minorele Adina și Florica Geblescu*. (Dreptul copiilor la o treime din averea soțului recunoscut vinovat în caz de divorț. Când are loc strămutarea proprietății? Dacă lipsa publicațiilor legale împiedică transmiterea? Ca, sau amanet. Titluri de improprietărie. Statul debitor reprezentat prin Casa de improprietărie. Legea agrară. Oprirea de a se inființa în mâna Statului debitor poprii, urmăriri, cesiuni, etc. până la consemnarea prețului. Constituirea în gaj. Titluri de rentă pentru expropriere. Amanetarea lor. Constituirea în gaj a drepturilor netransmisibile prin gir), cu o Notă de d. prof. D. Alexandrescu;

— Trib. Limoux (Aude) Brevet de invențiune. Constituirea lui amanet. Formalități), cu o Notă;

— Judecătoria ocol. Deva. G. C. cu I. V. (Inchiriere. Convențiune. Obiect nederminat și lipsă de cauză. Nevalabilitatea ei. Convenție subsequentă. Neexecutare. Consecințe. § 908 Cod. civ. austriac).

— Jud. ocol. Roman: *Casa Centrală de Improprietărie cu V. Sărghie și N. Voicu* (Legea agrară. Schimb de loturi. Dacă poate fi considerată ca o înstreinare și permisă de lege? Art. 6, 120, 128 L. agrară 1921; art. 291 Reg. legii).

Deuxième Assemblée de la Société des Nations

PREMIÈRE COMMISSION *)

Séance du 23 Septembre 1921

Présidence de M SCIALOJA, ancien Ministre
des Affaires Etrangères d'Italie

La deuxième Assemblée de la Société des Nations était saisie de plusieurs propositions d'amendement au Pacte. Ces amendements devaient se faire conformément à l'article 26. Cet article proclame le principe que les amendements entreront en vigueur par la ratification des membres du Conseil et par celle de la majorité des membres qui composent l'Assemblée. Il me détermine ni le mode de la votation des amendements, ni quel Conseil doit procéder à la ratification, (celui lors de la votation ou celui lors de la ratification), ni le délai fixé pour procéder à la ratification de l'amendement.

M. Negulesco démontra devant la première Commission de la deuxième Assemblée les incertitudes causées par la rédaction de l'article 26 et proposa une nouvelle rédaction. Cette proposition fut admise à l'unanimité par la première Commission et par la deuxième Assemblée.

Messieurs,

J'ai écouté avec attention le remarquable rapport de Mr. Rolin, qui a été approuvé à l'unanimité par la sous-commission, chargée d'étudier la portée juridique de l'article 26 du Pacte.

Cet article proclame le principe que tout amendement au Pacte entrera en vigueur par la ratification des Membres du Conseil et par celle de la majorité des Membres qui composent l'Assemblée. Cet article ne prévoit pas le mode de votation de l'Assemblée. Mr. Rollin en conclue que la vote de l'Assemblée sera pris aussi à la majorité des voix.

Vu la teneur de l'article 5 du Pacte, je ne puis me rallier aux conclusions de Mr. Rollin. Il me semble

*) Actes de la deuxième Assemblée, Séances des commissions, p. 51 et pag. 44, 46.

difficile d'affirmer que cet article, qui proclame le principe de l'unanimité des Puissances, pour toutes les décisions de l'Assemblée, quand il s'agit des obligations conformes au Pacte, soit inapplicable lorsqu'il s'agit de changer le Pacte, pour créer entre les Etats des obligations nouvelles.

Quelles sont la raison d'être et le but de l'article 5 ? C'est d'éviter que la Société des Nations ne constitue un Super-Etat et de conserver à chaque Etat sa souveraineté propre. C'est pour ces considérations que le Président Wilson a introduit en seconde lecture le principe de l'unanimité pour toutes les décisions prises à l'Assemblée. Considérer que les décisions, qui ne changent pas le Pacte, doivent être prises à l'unanimité et que celles, qui changent le Pacte, doivent être prises à la majorité de voix, c'est faire une distinction qui n'est pas prévue par le Pacte et qui touche à la souveraineté de ceux des Etats qui refusent d'accepter la solution de la majorité. „Sauf dispositions contraires au présent Pacte, dit l'article 5, les décisions de l'Assemblée seront prises à l'unanimité“. Où trouve-t-on le texte qui prévoit une exception à cette règle, en matière d'amendements au Pacte ? L'exception en cette matière est d'ailleurs impossible. En effet, si le principe de l'unanimité est proclamé, quand il s'agit d'une simple décision de l'Assemblée, il s'impose d'autant plus, lorsqu'il s'agit d'un changement au Pacte, car dans ce cas c'est la convention internationale conclue entre les Etats, elle-même, qui doit être modifiée. Je considère que l'article 26 ne peut pas être invoqué quant à la votation des amendements car il ne parle que de leur „ratification“. Or, „ratification“ a une autre signification que „votation“ de l'amendement.

Après avoir proclamé le principe de l'unanimité pour toutes les décisions prises par l'Assemblée, sans faire aucune distinction entre celles relatives aux obligations découlant du Pacte et celles en vue de le changer, pour créer des obligations nouvelles, les auteurs du Pacte devaient, étant donnée l'importance de la décision prise par l'Assemblée, alors qu'il s'agit d'un amendement au Pacte, proclamer le principe de la ratification de la majorité des Membres.

Les auteurs du Pacte ont considéré, avec juste raison, que les délégués de certaines Puissances, après avoir voté à l'unanimité l'amendement au Pacte, ne pourraient pas obtenir ensuite la ratification de leurs Parlements respectifs. D'autre part, si l'unanimité des ratifications était exigée, le veto d'un seul Parlement suffirait à empêcher l'amendement, admis par tous les autres membres. Pour obvier à cet inconvénient, les auteurs du Pacte ont décidé que la majorité des ratifications est suffisante pour que „l'amendement voté puisse entrer en vigueur“.

Mr. Fernandez disait tout-à-l'heure, que le deuxième paragraphe de l'article 26, qui laisse tout membre de la Société libre de ne pas accepter les

amendements apportés au Pacte, — auquel cas il cesse de faire partie de la Société, — prouve d'une manière évidente que la votation de l'amendement doit avoir lieu à la majorité.

Pour rendre décisif l'argument de Mr. Fernandez, il faudrait démontrer que le dernier paragraphe de l'article 26 se réfère à un Etat dont les délégués n'ont pas voté l'amendement et dont le Parlement refuse la ratification. Je crois, au contraire, que ce paragraphe suppose que l'amendement a été voté à l'unanimité des Puissances qui composent l'Assemblée, conformément à l'article 5, et que le Parlement d'un des Etats refuse la ratification.

Mr. Scialoja fait une distinction entre les décisions et les délibérations de l'Assemblée. Les premières, exécutoires par elles-mêmes, devant être prises à l'unanimité, les secondes non exécutoires, demandant la ratification et devant être prises à la majorité des voix. Je ne crois pas qu'on puisse faire une pareille distinction sans un texte précis qui la proclame. L'Assemblée, comme tout corps appelé à prendre une décision, „délibère“ avant de „décider“. Mais quand elle se prononce, elle prend une décision conformément à l'article 5.

D'ailleurs, si l'on considère que la décision de l'Assemblée n'est pas nécessaire et qu'il suffit d'une simple proposition d'amendement, pour pouvoir à l'amendement du Pacte, on arrive à des résultats difficiles à admettre. Une proposition d'amendement, pourrait être faite par une seule Puissance et modifiée, au fur et à mesure, par les différents Parlements auxquels elle serait présentée successivement. Or, il est évident que la proposition présentée ainsi, étant susceptible de subir des changements, — il serait impossible d'arriver à une formule définitive. Au contraire, une décision de l'Assemblée, formulée d'une manière définitive et ne pouvant être modifiée, obtiendra ou non, la ratification des Parlements et l'entrée en vigueur de l'amendement.

L'idée de ratification implique l'existence d'une décision de l'Assemblée. Le texte même de l'article 26 est conforme à cette interprétation : „les amendements au présent Pacte entreront en vigueur par la ratification de la majorité des Puissances...“ c'est-à-dire que la décision de l'Assemblée, prise à l'unanimité, qui n'avait pas par elle-même force obligatoire, entrera en vigueur par la ratification des Membres qui composent le Conseil et par la majorité de ceux qui composent l'Assemblée.

Le système de votation de la majorité, que vous présentez, est rempli d'incertitudes, car, si la majorité décide, encore faut-il savoir de quelle majorité il est question ? Est-ce de celle des Puissances présentes à l'Assemblée, conformément à l'esprit de de l'article 5, ou de celle des Etats qui font partie de la Société des Nations, conformément à l'art. 26 ?

En adoptant la première solution, on s'inspire de l'art. 5, que vous déclarez inapplicable ; en adoptant

la seconde solution, on applique, pour la votation de l'amendement, l'article 26, dont la rédaction ne prévoit que la ratification.

M. Balfour, dans son mémoire sur la portée de l'art. 26 et dans son discours, que nous venons d'entendre, tout en reconnaissant que la lettre du Pacte conduit au principe de la votation des amendements par l'unanimité des Membres, considère que son esprit est de permettre à la majorité des Etats de pourvoir à l'amendement du Pacte. M. Balfour nous rappelle les paroles du Président Wilson, qui disait: l'article 26 permet d'amender le Pacte à la simple majorité des Etats composant l'Assemblée. Je conçois la valeur d'un pareil argument, basé sur des paroles entrées dans le domaine de l'histoire, mais je voudrais savoir comment l'on doit considérer, liés les différents Etats, qui par leurs Parlements ont ratifié le Pacte? Doit-on les considérer liés par les paroles de Wilson, que les Parlements n'ont pas connues, ou par la lettre du Pacte qu'ils ont ratifié?

Nous nous trouvons, quant à la question de la votation, entre deux systèmes: celui de l'unanimité, qui conduit à l'impissance par le veto d'un seul membre et celui de la majorité, qui est contraire à la lettre du Pacte et au principe de la souveraineté des Etats. Quelle solution faut-il adopter?

Je vous propose une solution de conciliation, qui consiste à amender l'article 26 et à régler, par la nouvelle rédaction, la votation de l'Assemblée par une majorité des trois quarts.

Le président: Comment alors sera voté cet amendement à l'art. 26?

M. Negulesco: L'amendement à l'article 26 sera voté à l'unanimité, conformément à l'article 5, puis, lorsque l'article 26 aura été amendé par la décision de l'Assemblée, et ratifié par les membres du Conseil et par la majorité des Membres de la Société des Nations, on pourra amender le Pacte à la majorité des trois quarts.

L'article 26, dans sa rédaction actuelle, présente encore certaines incertitudes. Les amendements au présent Pacte entreront en vigueur dès leur ratification par les membres de la Société dont les représentants composent le Conseil.

Le texte ne dit pas s'il s'agit de la ratification des membres du Conseil lors du vote ou lors de la ratification. Or dans le Conseil les Petites Puissances ont leurs représentants qui peuvent voter dans le temps. Je vous propose de spécifier qu'il s'agit de la ratification du Conseil, lors du vote.

Le texte actuel ne fixe aucun délai pour la ratification des Puissances, en sorte que cette ratification peut toujours survenir dans un avenir indéterminé. Pour obvier à cette incertitude, je vous propose de fixer un délai de dix-huit mois à partir de la décision de l'Assemblée, pour la ratification par la majorité des Puissances. Si la ratification ne se produit pas, à l'expiration de ce délai, la résolution de l'amendement reste sans effet.

Deuxième Assemblée de la Société des Nations

VINGT-HUITIÈME SÉANCE PLÉNIÈRE

Lundi 2 Octobre 1924

Président M. VAN KARNEBECK, Ministre des Affaires

Etrangères des Pays-Bas

C'est devant la deuxième Assemblée que M. Negulesco soumet sa proposition d'amendement de l'art. 26, admise à l'unanimité par la première commission. Cette proposition fut admise à l'unanimité par la deuxième Assemblée et fut précédée à l'amendement de certains articles du Pacte et d'un nouveau système de procédure.

Messieurs, le Pacte a proclamé que le Pacte doit être amendé comme toute convention humaine. L'article 26 du Pacte permet d'amender le Pacte, et d'ailleurs, le mot amendement n'implique pas la modification de son esprit et de sa raison d'être. C'était encore toucher à la souveraineté des Etats qui ne font pas partie de la Société des Nations, car les obligations du Pacte leur étaient applicables sans leur consentement.

Mais dans quelle mesure s'agit-il de la modification de son esprit et de sa raison d'être? C'était encore toucher à la souveraineté des Etats qui ne font pas partie de la Société des Nations, car les obligations du Pacte leur étaient applicables sans leur consentement.

C'est ainsi que nous avons combattu la proposition de l'Argentine qui avait pour but de faire considérer, comme membres de la Société des Nations tous les Etats du monde sans même demander leur consentement et sans examiner au préalable conformément à l'article premier du Pacte, si ces Etats avaient donné des garanties suffisantes de leurs intentions sincères d'observer leurs engagements internationaux.

Ce n'était pas amender le Pacte, c'était changer son esprit et sa raison d'être. C'était encore toucher à la souveraineté des Etats qui ne font pas partie de la Société des Nations, car les obligations du Pacte leur étaient applicables sans leur consentement.

Mais ayant d'aborder la question des amendements au Pacte il y a une question préalable. Quelle sera la méthode à suivre pour procéder au changement du Pacte? L'article 26 répond à cette question: Les amendements au présent Pacte entreront en vigueur dès leur ratification par les membres de la société, et par la majorité de ceux dont les représentants forment l'Assemblée.

Nous ne trouvons rien dans le Pacte qui puisse nous dire comment votera l'Assemblée. A l'unanimité ou à la majorité? M. Rollin, dans son remarquable rapport à la première commission, concluait que c'est la majorité des Etats formant l'Assemblée qui pourra procéder à l'amendement du Pacte. Je combats ce système. J'ai soutenu que c'est l'unanimité des Etats qui pourra, à l'Assemblée, procéder à l'amendement du Pacte.

*) Actes de la deuxième Assemblée, Séances plénières, p. 677.

Je ne voudrais pas entrer dans des considérations juridiques, mais je tiens à rappeler seulement que, conformément à l'article 5, toute décision de l'Assemblée, sauf disposition contraire, est prise à l'unanimité. Or, il me paraît impossible de dire que toute décision de l'Assemblée, prise conformément au Pacte, doit être votée à l'unanimité des Puissances et que la décision de l'Assemblée, qui change le Pacte fondamental et qui crée des obligations nouvelles, doit être prise seulement à la majorité.

Quel est, d'ailleurs, le motif qui a conduit les rédacteurs du Pacte à proclamer, dans l'article 5, le principe de l'unanimité? C'est que la Société des Nations ne constitue pas un super-Etat et que la souveraineté de chaque Etat reste intacte. Un Etat ne peut être obligé que par sa propre volonté et non pas par la volonté des autres.

Mais si telle est la lettre du Pacte, si elle nous conduit au principe de l'unanimité, il y a des raisons sérieuses en faveur de la thèse contraire. Les plus éminents jurisconsultes: MM. Scialoja, Fernandez, Rolin, Seferiades, l'ont brillamment soutenu. Ce sont les travaux préparatoires du Pacte qui servent de base à leur argumentation.

M. Balfour, dans un remarquable mémoire sur la méthode d'interprétation de l'article 26, nous rappelle que le président Wilson disait que cet article permet d'amender le Pacte à la simple majorité des Etats composant l'Assemblée. Il y a encore une autre objection très sérieuse contre le principe de l'unanimité. Si une seule Puissance pouvait, par son veto, empêcher les modifications du Pacte, nous serions forcés de rester dans l'impossibilité de perfectionner l'oeuvre commune.

Toutes ces raisons devraient nous conduire à accepter pour l'avenir la modification du Pacte par une décision de l'Assemblée prise à la majorité des trois quarts. Cette proposition, présentée par moi et soutenue par M. Struycken, délégué des Pays-Bas, après certaines modifications apportées par mon excellent ami, M. Fernandez, devait rallier toutes les opinions les plus contradictoires.

Mais une question très grave surgissait. Comment voter cette résolution. Pour donner satisfaction à toutes les opinions, nous avons admis une formule transactionnelle, c'est le principe de la majorité qui est proclamé par la Commission, sous condition que le vote ne sera valable que si l'Assemblée se prononce à la majorité des trois-quarts. La Commission exprime encore le voeu que l'amendement de l'article 26 soit voté à l'unanimité.

C'est le système de conciliation qui vous est soumis. Il a rencontré l'unanimité de la Commission. Nous espérons qu'il rencontrera l'unanimité de l'Assemblée. (Vifs applaudissements).

Nouvelle redaction de l'article 26, votée par la Deuxième Assemblée *)

„Les amendements au présent Pacte, dont le texte aura été voté par l'Assemblée à la majorité des trois-quarts, parmi lesquels doivent figurer les voix de tous les membres du Conseil, représentés à la réunion, entreront en vigueur dès leur ratification par les Membres de la Société, dont les représentants composent le Conseil lors du vote, et par la majorité de ceux dont les représentants forment l'Assemblée.

„Si dans les dix-huit mois qui suivent le vote de l'Assemblée, le nombre de ratifications requis n'a pas été réuni, la résolution d'amendement reste sans effet.

„Le secrétaire général informe les Membres de l'entrée en vigueur d'un amendement.

„Tout membre de la Société, qui n'a pas à ce moment ratifié l'amendement, est libre de notifier dans l'année au secrétaire général son refus de l'accepter. Il cesse, en ce cas, de faire partie de la Société”.

INDIVIZIBILITATEA MĂRTURISIREI se aplică când e vorba de termenul contractelor de locație ?

Curtea de Apel din Constanța, prin Decizia No. 1745, dată la 19 Noembrie 1923, publicată în „Curierul Judiciar” No. 16 din 1924, adnotată de savantul jurisconsult Dimitrie Alexandrescu, susține că indivizibilitatea mărturisirei trebuie aplicată când e vorba de termen în materie de locație.

Întru cât, soluția mi se pare periculoasă și nejuridică, socot necesar, numai pentru triumful ideii de drept, să scriu câteva cuvinte asupra acestei specii, pentru că din discuție iese lumină, deasupra căreia plutește falnic sentimentul perpetuu și indivizibil al dreptății.

Înalta Curte de Casație și Justiție, acolo unde s'au canalizat cele mai strălucite capacități a magistraturii noastre, suntem siguri, anticipăm chiar, dacă va fi chemată să se pronunțe asupra speciei, se va ralia la părerea minorității.

Trebuie observat de la început, că principiul indivizibilității mărturisirii, își are mai mult aplicarea în materia plății.

În specia judecată de Curtea din Constanța, chirișul, întrebat de proprietar pe ce bază mai stă în imobil, răspunde că contractul e făcut pe termen de 4 ani, din care 2 au trecut, mai având încă 2 ani dreptul de folosință.

Contractul era scris, semnat însă numai de reclamant, în care-i prevăzută că convenția este încheiată pe termen de 2 ani.

Raportul juridic e recunoscut, contractul pus în licitație, fiind discuție numai asupra termenului final. Legiuitorul edictează probe speciale în materia locației, pentru că, fiind vorba de proprietate, recunoscută de Constituție sacră și inviolabilă, a impus loca-

*) Cet article est dû à la proposition de M. Negulescu. Voyez Actes de la deuxième Assemblée, séances des commissions, p. 187.

tarului dovada raportului, fiindcă constituie o atingere gravă adusă dreptului intangibil de proprietar.

Se deroagă adânc de la dreptul comun, iar când e vorba de pretins un drept de folosință a unui imobil cu titlu de locație, din textele codului civil se desprinde clar un spirit de protecție pentru proprietar.

Tratarea acestei materii, în cod, e așa de lămurită, încât discuție sau controversă nu mai poate fi.

Art. 1416 din c. c. refuză chiriașului proba testimonială, chiar când e vorba de dovedirea unui raport de locație valorând sub 150 lei.

Art. 1417 spune că, urmând contestație asupra prețului, proprietarul se crede pe jurământ, locatarul nu, deci, mărturisirea acestuia nu are valoare.

Art. 1436 al. II, zice că dacă contractul a fost fără termen, se va observa obiceiul locului.

Iar art. 1437, soluționează cazul când, după expirarea unui raport de locație, chiriașul continuând folosința, contractul se consideră fără termen, iar scadența se regulează în conformitate cu dispozițiile art. 1436.

Din toate acestea se desprinde precis grija legiuitorului pentru proprietar, iar aceluia care pretinde drepturi de locație asupra unui imobil, i-a impus îngrădiri și norme pe care trebuie să le observe.

Curtea din Constanța își motivează părerea pe ideea că indivizibilitatea mărturisirii răstoarnă sarcina dovezii, deci, proprietarul trebuie să sufere situația creată de răspunsul chiriașului și tot acesta, locatarul, trebuie să dărâme afirmația locatarului.

Curtea utilizează art. 1169 c. c., după care, cel ce pretinde ceva în justiție, trebuie s'o dovedească.

În cursul unui proces însă, situația părților se schimbă, părătul poate deveni, la rândul lui, reclamant în excepție și atunci cel ce afirmă un lucru trebuie să l dovedească.

Aceasta în materia obișnuită a probelor, dreptul comun propriu zis, când e vorba însă de raporturi locative, mărturisirea părătului, că contractul e făcut pe 4 ani, nu are nici o valoare pentru reclamant, fiindcă această afirmație trebuie s'o dovedească acela care o face, nu cel ce o neagă. Ei incumbit probatio qui dicit, non qui negat.

Inchipuiți-vă un chiriaș care ar fi mărturisit că contractul e făcut nu pe 4 ci pe 40 de ani, ce ar deveni oare proprietarul? Ce făcea Curtea din Constanța în cazul acesta? Căci a avea o casă pe 40 ani, înseamnă a fi jumătate-proprietar. Atunci care e titlul, simpla mărturisire? Cum se poate oare aceasta? Cine a făcut propunerea că contractul e pe 4 ani? Părătul! Deci, el s'o dovedească.

Cuvântul „propunere“ din art. 1169 c. c., nu trebuie luat în sens de reclamație, reclamant, acțiune; ci el înseamnă orice afirmare, excepție, apărare, pe care, „cel care o propune“, e dator s'o probeze.

Se poate mai clar?

A propune: înseamnă a pretinde, a susține, fapte care, în justiție, trebuiesc sprijinite pe dovezi „emanate dela partea adversă“. În materie de locație, aceasta e netăgădnibil.

Dacă părerea Curții din Constanța s'ar generaliza, mulți chiriași care-și bat joc de proprietari și de proprietate, întrebați în instanță de ce nu se mută din imobil, ar răspunde fiindcă contractul e făcut pe 70 de ani, s'ar interverti rolurile, ar deveni locatarul proprietar și locatarul chiriaș.

Orice ar spune chiriașul, dacă nu dovedește, efectele contractului trebuiesc regulate după normele prevăzute de art. 1436 și 1451 c. c.

Când prețul locației e contestat, avem art. 1417, după care proprietarul se crede pe cuvântul dat în urma jurământului. Dar atunci când e contestat termenul? De ce l-am crede pe chiriaș și nu pe reclamant, care este stăpânul imobilului?

În materie de termen, când nu e fixat, legiuitorul se referă la obiceiul locului, nu la mărturisirea părătului. Cuvântul „fără termen“ din art. 1436 c. c., împacă și ideea de contestație, când o parte vâștine una, iar cealaltă alta, în care caz legea e destul de clară, pentru că, adăugând și art. 1451 al. II, a lămurit suficient, cum trebuie să se conducă judecata.

Oare o simplă mărturisire făcută de locatar poate constitui dovada unui raport așa de grav cum e locația?

Din principiile generale ale dreptului și normele care conduc materia locației, se desprinde un singur și categoric răspuns: Nu!

Rândurile acestea isvorăsc numai dintr'un sentiment care mișcă sufletele, când e vorba de găsit soluții în stare să exprime realitatea. Socot că toți trebuie să contribuim la împrăștierea luminei, dacă e în joc ideea de justiție, pentru a fi revărsată asupra împricinaților, a căror frământare te îndeamnă la muncă, meditație, și gândire profundă, pentru a servi în conștiință desăvârșită interesele societății, care se sbate pentru dreptate și adevăr!

TRAIAN ROMULUS SCRIBAN
Judecătorul Ocol. Herța-Dorohoi

Cum trebuie să se execute hotărârile judecătorești prin care s'a dispus evacuarea chiriașului dintr'un imobil?

Când și cum ar trebui să se execute ordonanța președintelui dată conform art. 2 din legea asupra drepturilor proprietarilor rezultând din contractele de închiriere și arendare, hotărârea președintelui sau judecătorului de Tribunal ori a judecătorului de Ocol dată în virtutea acelei legi ori hotărârea dată contra chiriașului după dreptul comun, în materie de locațiune?

Ca să putem răspunde și da o soluție de luat în seama tezei juridice schițată mai sus, vom începe mai întâi în mod cu totul sumar, să arătăm că:

În expunerea de motive a legii proprietarilor se spun că evacuarea se va face în termen de 8 zile dela notificarea ordonanței dată conform art. 2, implicit deci și a hotărârei președintelui sau judecătorului de tribunal ori a judecătorului de Ocol, dată în virtutea acestei legi.

Modul cum trebuie făcută executarea nu se găsește tratat însă, nici în textul legii, nici în desbaterele parlamentare. Din această cauză, chiar dela început discuțiuni și păreri: Nu putem să admitem — ziceau unii — ca executarea să se facă după opt zile dela notificare, fiindcă n'avem text, și apoi din toată economia legii rezultă, că în întregul ei, este de o urgență excepțională: nu e admisibil ca, tocmai când e vorba de evacuare, de reintrarea proprietarului în drepturile sale, să se acorde atâta timp chiriașului, 8 zile libere, în realitate 9 cu ziua în care s'a dat somația. Să fie executat imediat chiriașul — ziceau alții — căci asta e caracterul legii asupra drepturilor proprietarilor.

cum se găsește, locatorul e dator nu numai să pună lucrul în stare de a se putea folosi locatarul, dar trebuie să-l întrețină în tot timpul locațiunii pentru a asigura locatarului folosința lui pe toată durata contractului.

Părerile celor ce susțin, că dreptul chiriei este un drept real, se întemeiază atât pe dispozițiunile art. 1441 C. civ. cât și pe dispoziția art. 722 punct. 10 pr. civ. în virtutea căreia contractele de locație pe un termen mai mare de trei ani sunt supuse formalității transcripțiunii. În ceea ce privește primul punct de sprijin se argumentează: dacă dreptul locatarului ar fi un drept personal, acest drept n'ar trece către succesori particulari — cumpărătorul imobilului. Drepturile personale au țările numai între părțile contractante. Așa ar fi la prima vedere dar dacă într'adevăr dreptul locatarului ar fi un drept real, acest drept ar fi opozabil noului dobânditor al imobilului, în sensul că acesta ar trebui numai să sufere dreptul de folosință al locatarului, dar nu ar putea să fie personal obligat la nici o prestație, pentru a asigura folosința locatarului. Deosebirea între uzufructuar și locatar.

Si cu toate acestea noul dobânditor al imobilului față de locatarul în condițiunile art. 1441 c. civ. va continua a face obligația locatarului către locatar. De ce? Pentru că se produce o cesiune legală subînțeleasă în sensul că toate obligațiunile personale a locatarului trec către cumpărător. Si pentru ce? Pentru bunul motiv de interes general economic, a nu se întrerupe prin strămutări exploatarea imobilelor, mai ales în materie de arendări de moșii. Acesta este adevăratul sens al art. 1441 c. civ.

De asemenea faptul transcripțiunii contractelor de locație pe un termen mai lung de 3 ani se explică prin alte considerațiuni: publicitatea, neopozabilitatea, vezi art. 1268 c. civ., etc.

Și ca dovada că dreptul locatarului nu este un drept real avem dispozițiunile art. 1428 c. civ. care tranșează chestiunea.

Atunci când locatarul suferă o turburare de drept în folosința sa din partea unui tert, el nu se poate apăra singur, legea îl obligă să pună în cauză pe locatar. De aci și rezultanta fiind un posesor precar al imobilului, iar nu un „animus domini”, nu are acțiunea posesorie ci numai proprietarul în numele căruia posedă.

Acțiunea de drept a locatarului fiind un drept personal, ordonanța prezidențială dată conform art. 2 din legea asupra drepturilor proprietarilor rezultând din contractele de închiriere și arendare, hotărârea prezidențială sau judecătorească de Tribunal ori a judecătorului în virtutea acestei legi nu are nici o valoare față de dreptul comun în materie de locațiune și nu se recurge la ea în procedura de executare a unei somatăni, precizabile, conf. art. 387 pr. civ. care-i va fi comunicată cu o zi liberă înainte de executarea efectivă — scoaterea din imobil — așa cum indică art. 388 pr. civ. pentru executarea mobilă.

Credem cu toată convingerea datorită disciplinelor juridice, și a principiilor de drept, că calauzele în materia locațiunii, ca numai pe baza considerărilor de mai sus și numai a lor, somatiunea care precede executarea, trebuie să conțină termenul scurt de timp liberă înaintea executării și de asemenea termenul de executare ca un caracter esențial al acțiunii de proprietarilor, tăcerea legiuitorului, etc.

Mercurea-Ciucului, 11 Mai 1924.

DIMITRIE I. ȘTEFANESCU
Judecător la Tribunalul Mercurea-Ciucului

INALTA CURTE DE CAS. ȘI JUSTIȚIE, S. I.

Audiența dela 10 Iunie 1924

Președintele d-lui GH. V. BUZDUGAN, Președinte

Julietta și Ing. Matei Bălănescu, cerere grațioasă

Decizia No. 1052

Dotă în numerar. — Clauză de consemnare și întreținere. — Nu trece în proprietatea soțului, ci rămâne a soției. — Soția nu se poate imprumuta cu capitalul, ipotecând un imobil al său parafernă.

Dacă actul de constituire ca dotă a unei sume de bani prevede consemnarea lor la Casa de Depuneri cu clauza întrebuințării lor numai în plătirea de efecte, etc., drepturile soțului în acest caz se restrâng numai asupra veniturilor, el având numai calitatea de uzufructuar al acestei averi soției sau conservând pe aceea de proprietar.

În această situație, soția nu poate cere prin intermediul capitalului său dotal constituirea ipotecă asupra unui imobil al său parafernă, căci ar cumula calitatea de creditoare și aceea de debitoare, calități care sunt incompatibile.

Curtea,

Ascultând citirea raportului făcut în cauză de consilier Al. Alessiu; pe recurență, prin avocat C. Velican, în dezvoltarea motivelor de casare și

Deliberând,

Asupra recursului făcut de Julietta și Ing. Matei Bălănescu, în contra deciziei No. 245/923, dată de Curtea de apel din Craiova, secția I, a Jalei Bălănescu, și

Văzând motivele de recurs la 000.002 \$ ob. stob

I. «Omisă în esență, în violarea art. 1242 și 1748 și urm. cod. civ. greșită interpretare și aplicare a art. 1748 și 1753 cod. civ.

«Prin actul dotal autentificat de Trib. Gorj No. 51/916 s'a constituit dotă de 100.000 lei în numerar și acțiuni în valoare de 20.000 lei, precum și un imobil evaluat la 20.000 lei, prevăzându-se permisiunea de a-l instrui și consemna în prețul vânzării ca fond dotal. În act se prevede apoi dreptul pentru noi de a plasa fondul dotal, în tot sau în parte, pe un împrumut garantat cu ipotecă în rangul I asupra bunului imobil al său parafernă.

«În executarea actului dotal s'a dotat ca fond dotal suma de 200.000 lei în acțiunile ale împrumutului de 20.000 lei, depunând recipientul în fața Tribunalului Gorj un ocmnt apoi ca Tribunalul să încuviințeze ca sumele consemnate ca fond dotal să fie liberate subscisei Julietta Bălănescu, după ce pentru garantarea subscienței dotale s'a luat înscrispțiune ipotecară asupra averii parafernale a subscisei Julietta Bălănescu, în caz când expertiza ordonată de Tribunalul, prin decizia No. 712 din 10 Octombrie 1923, după ce constatase în fapt că dotarea, conform art. 1064 din legea constituțională, se poate plasa în împrumut pe garanță bănească ipotetă, respinge cererea pentru anularea legii civile (art. 1748) în ceea ce privește dotă și în baza căreia cea legală și cea convențională, și că nu putem intra în nici una din aceste categorii, pentru: a) în ce privește ipotecă și în ceea ce privește dotă nu se poate face decât în legală garantarea averii dotale nu se poate face decât în averea bărbatului, conform art. 1062, și că în ipotecă convențională nu poate fi, în baza legii constituționale, decât o parte contribuativă și în speța subscisei Julietta Bălănescu sunt în același timp și creditor și debitor și deci ipotecă constituie o dotă avuție încheiată în rangul I și în apelul se arată că această ipotecă nu are rangul I și în principiu bărbatul este dator să garanteze cu avuția sa dotă nu e mai puțin adevărat că și un tertiu poate fi garantă în locul bărbatului și nici un text nu oprește pe acest tertiu să fie însăși soția, dacă ea posedă avere parafernă cu care poate garanta.

«Am mai arătat că bărbatul, ca uzufructuar, are drepturi distincte în folosul și apărarea cărora poate interveni în contract.

«Curtea ne respinge apelul, adoptând în totul motivele Tribunalului și fără a se mai pronunța asupra motivelor invocate de noi oral și în notele depuse la dosar.

«Procedând astfel, Curtea comite o omisiune esențială și pronunță o decizie casabilă».

II. «Adoptând apoi motivele din sentința Tribunalului, Curtea violează art. 1242, 1243 și urm. 1249. 517 și urm. din codul civil, interpretă și aplică greșit art. 1748 și 1753 cod. civ.

«În adevăr, din momentul ce actul dotal autoriză plasarea fondului dotal în împrumuturi garantate cu ipotecă, soțul, în virtutea dreptului ce-i acordă art. 1242 și urm., poate împrumuta banii cui va voi, cu o singură condiție, ca Tribunalul să supravegheze ca garanția oferită să fie suficientă pentru a asigura păstrarea fondului dotal.

«Bărbatul poate ridica singur sumele dotale oferind garanția, garanția o poate oferi pentru el oricine, chiar și femeea. Este iarăș constant că între soți se poate încheia valabil un contract de împrumut, că soțul fiind uzufructuar al fondului dotal este el însuș parte contractantă; că un uzufructuar ordinar poate desigur să împrumute numerarul asupra căruia are dreptul de uzufruct chiar nudului proprietar, și că nu există nicio deosebire în această privință între uzufructuarul ordinar și uzufructuarul dotal, ca o consecință a acestor reguli de drept, soțul uzufructuar dotal poate da cu împrumut sumele dotale chiar soției, dacă aceasta oferă suficientă garanție ipotecară în averea sa parafernală. Numai cu violarea acestor principii, a textelor citate tratând despre condiția averii dotale în timpul căsătoriei și a art. 517 și urm. din codul civil și printr-o greșită interpretare și aplicare a art. 1748 și 1753 din codul civil, Curtea din Craiova, s. I, prin decizia No. 345, confirmând încheierea Tribunalului, a putut să ne respingă cererea».

Având în vedere decizia atacată cu recurs, din care se constată că, Julieta Bălănescu, având constituită în numerar dota de 200.000 lei depusă la Casa de Consemnațiuni, a cerut Tribunalului Gorj eliberarea acestei sume, garantând-o printr-o ipotecă asupra unui imobil al său parafernă;

Că, însă, Trib. Gorj, și în urmă Curtea de apel, prin decizia atacată, care adoptă motivele primei instanțe, constatând că prin contractul de căsătorie era prevăzută clauza că numerarul constituit dotă nu poate fi întrebuințat decât în cumpărări de imobile care să devină dotale sau în împrumuturi cu ipotecă, a respins această cerere, pentru motivul că reclamanta rămânând conform actului dotal, proprietara dotei, nu o poate lua ea însăș cu împrumut, incompatibilitate între calitatea de creditor și aceea de debitor;

Că, prin această soluțiune, se preinde azi prin motivele de recurs, că Curtea de apel violează art. 517, 1242 și urm. 1240, 1748 și 1753 cod. civ., potrivit cătora soțul are dreptul a ridica singur sumele dotale, dacă oferă garanție pentru asigurarea fondului dotal, garanție care poate fi dată pentru el și de un terțiu și chiar de soție; că soțul, în calitate pe uzufructuar, poate da cu împrumut fondul dotal oricui, chiar și soției, căci contractul de împrumut nu este posibil între soți, suficient fiind ca soția să ofere garanția ipotecară în averea sa parafernă;

Considerând că, instanțele de fond constată în specie în conformitate cu însăș cererea adresată Tribunalului, că nu soțul, în virtutea calității sale de uzufructuar și administrator legal, a cerut Tribunalului ca să i se elibereze lui fondul dotal spre a dispune de dânsul în conformitate cu drepturile ce legea sau contractul matrimonial îi acordă, ci însăș soția a solicitat să i se împrumute sura, oferind garanție într'un imobil al său parafernă;

Considerând că este adevărat că sumele de bani sau

alte lucruri fungibile constituite dotă trec în proprietatea soțului;

Că, însă, dacă actul de constituirea ca dotă a unei sume de bani, prevede ca în specie consemnarea banilor la Casa de consemnațiuni, și cu clauza întrebuințării banilor numai în plasament de efecte sau în ipotecă, drepturile soțului în această situațiune se restrâng numai asupra procentelor, și el are deci numai calitatea de uzufructuar, iar soția conservă pe aceea de proprietară;

Că, în această situațiune, desigur că soția nu ar putea cere ea însăș cu împrumut capitalul său și să cumuleze astfel calitatea de creditoare și debitoare, căci aceste două situațiuni sunt incompatibile;

Că, în specie, deși cu autorizația soțului, constant fiind că soția solicită ea însăș împrumutul, oferind garanție ipoteca într'un imobil al său, cu drept cuvânt instanțele de fond au respins ca inadmisibilă cererea;

Că, deci, recursul este neintemeiat.

Pentru aceste motive, Curtea, respinge recursul, etc.

NOTA. — Vezi asupra clauzei de întrebuințare sau reintrebuințare a banilor prinși din înstrăinarea fondului dotal, D. Alexandresco, tom. VIII, partea I-a, pag. 204 urm. și p. 361 urm., precum și autoritățile citate acolo. (N. R.)

INALTA CURTE DE CAS. ȘI JUSTIȚIE, S. I

Audiența dela 27 Mai 1924

Președinea d-lui GR. ȘTEFĂNESCU, Consilier

M. Plati cu C. I. Săndulescu

Decizia No. 914

Legea avocaților. — Procură sub semnătură privată dată de client și certificată de avocat. — Certificarea avocatului nu înlocuiește data certă. — Apel introdus pe baza acestei procuri și fără alăturarea ei în copie, sau original. — Apel neregulat introdus. — Art. 36 din legea avocaților.

Legea din 1923, prin art. 36, nu acordă avocaților decât dreptul de a putea lucra în numele clienților lor, chiar în cazul când nu se indică special toate drepturile ce le sunt conferite, cum și acela de a se putea prezenta în instanță fără ca procura să fi fost legalizată sau autenticată, certificarea avocatului înlocuind aceasta.

Prin aceste dispozițiuni, legea nu modifică întru nimic normele de drept comun cu privire la dovada pe care un mandatar trebuie să o facă că într'adevăr posedă mandatul la data sau termenul când lucrează în numele mandantului său și ca atare apelul introdus pe baza unei asemenea procuri, fără alăturarea ei în copie sau original, ca astfel să dobândească dată certă, este nul.

Curtea,

Ascultând pe d-l avocat I. Bardescu, în desvoltarea motivelor de casare; pe d-l avocat Otulescu, în combatere, și

Deliberând,

Asupra recursului făcut de Mihail Plati contra deciziunii No. 344/923 a Curții de apel din București, s. III¹⁾,

1) A se vedea publicată în Curierul Judiciar din 1924, No. 12, pag. 188.

dată în proces cu C. I. Săndulescu, pentru reziliere de contract și evacuare.

Văzând motivul de casare astfel formulat :

«Violarea art. 36 din legea pentru organizarea și unificarea corpului de avocați și a art. 316 pr. civ. Greșită interpretare. Exces de putere.

«Curtea de apel din București, secția III, respingându-mi apelul ca neregulat introdus, pentru motivul că mandatarul meu nu a alăturat la apel, odată cu introducerea lui procura în virtutea căreia semna, violează dispozițiunile art. 36 al legii pentru organizarea și unificarea corpului de avocați și art. 316 pr. civ., comițând un exces de putere și interpretând greșit textele susvizate de oarece :

«Art. 316 pr. civ. nu prevede nicio sancțiune pentru cazul când mandatarul nu a alăturat mandatul în virtutea căruia semna și nu se pot crea sancțiuni acolo unde legiuitorul nu le a prevăzut.

«Art. 36 din legea pentru organizarea și unificarea corpului de avocați, pentru o mai mare înlesnire și pentru accelerarea lucrărilor, a dat în căderea avocatului a certifica singur și a testa semnăturile mandanților săi; prin urmare, a dat avocatului, în ceea ce privește procurile judiciare aceleași atribuțiuni pe care înainte o aveau comisarii de poliție.

«Nu se poate concepe că legiuitorul s'a gândit vreun moment să pună la îndoială autenticitatea celor adevărite de avocat prin certificarea ce o face, căci a susține contrariul, ar însemna că nu i-a conferit deplin acest drept, al cărui scop a fost tocmai simplificarea formalităților, cari de cele mai multeori erau de natură a târăgăni lucrările proceselor».

Având în vedere deciziunea supusă prezentului recurs, din care rezultă că, urmând între părți proces de reziliere de locațiune și evacuare, și prima instanță admitând acțiunea intentată de intimatul C. I. Săndulescu, ca proprietar, recurentul a atacat cu apel această sentință; că, apelul său fiind semnat de către d-l avocat I. Bărdescu, ca procurator, fără însă să fi alăturat vreo procură la cererea de apel, Curtea de fond a admis incidentul ridicat de intimat și a respins acest apel ca rău introdus, pe considerațiunea că legea avocaților din 1923, prin art. 36, nu dispensează pe avocat de a face dovada că la data când a exercitat drepturile conferite de clienții lor, au avut procură care să le confere acest drept, iar această dovadă nu s'a putut face în speță prin procură sub semnătură privată, prezentată de avocat numai în instanță, întrucât ea n'are dată certă și nici n'a fost alăturată la cererea de apel;

Că, prin motivul de casare se critică acest mod de a judeca al Curții de fond, invocându-se violarea art. 36 din legea corpului de avocați și a art. 316 pr. civ., greșita lor interpretare și exces de putere;

Considerând că, legea din 1923, acordând avocaților, prin art. 36, dreptul ca pe baza unei procuri, chiar sub semnătură privată, dar certificată de dânsii, să poată lua orice măsuri cu caracter judiciar și procedural în interesul clienților lor, prin aceasta nu le acordă decât două drepturi și anume : 1) acela de a putea lucra în numele clienților, chiar și în cazul când nu se indică în mod special toate drepturile ce le sunt conferite, legea considerându-i ca mandatar general cu privire la pricina respectivă, și 2) acela de a se putea prezenta în instanță fără ca procura să fi fost prealabil legalizată sau autenticată, certificarea semnăturii clientului de către avocat înlocuind autenticarea procurii sau legalizării ei;

Că, prin aceste dispozițiuni, legea nu modifică însă întru nimic normele din dreptul comun cu privire la dovada pe care un mandatar trebuia să o facă că într'adevăr posedă mandat din partea mandantului și anume chiar la data sau termenul când lucrează în numele acestuia;

Că, prin urmare, întrucât în speță nu se contestă că

d-l avocat Bărdescu, care a introdus apelul recurentului, a avut numai procură sub semnătură privată, deci fără dată certă, pe care n'a alăturat o la apelul introdus, pentru ca astfel să obțină dată certă, și a prezentat o numai în instanța de apel, bine Curtea de fond a decis că nu s'a făcut dovada că dânsul, la acea dată a avut mandat din partea recurentului, și deci apelul a fost neregulat introdus, astfel că motivul de casare devenind nefondat, are a fi respins.

Pentru aceste motive, Curtea, respinge recursul, etc.

TRIBUNALUL DOLJ, SECȚIA II-a

Audiența din 1 Aprilie 1924

Președinta d. I. A. VASILESCU-BUCIUMI, Judecător
Sentința civilă No. 79

Divorț pentru cauză determinată. — Dreptul copiilor la o treime din averea soțului recunoscut vinovat. — Strămutarea proprietății acestei treimi prin efectul lege (*ex lege*). — Neaplicarea, în speță, a dispozițiilor care reglementează strămutarea proprietății prin convenție. — Momentul strămutării acestei proprietăți. — Transcrierea hotărârei de divorț în privința mobilelor. — Transcrierea în registrele de mutațiuni în privința imobilelor. — Neaplicarea, în speță, a art. 1393 c. civil. — Art. 285, § 2 c. civil.

Lipsa publicațiilor legale. Nu împiedică transmiterea către copii a unei treimi din averea soțului recunoscut vinovat. — Art. 285 § 2 c. civil.

Neaplicarea art. 722 § 7 Pr. civ. divorțului pentru cauză determinată, ci numai divorțului prin consimțământ mutual.

Păstrarea de către soțul vinovat a uzufructului averii conferită copiilor.

Gaj sau amanet. — Contract real. — Remiterea lucrului amanetat în mâna creditorului sau a unui terțiu ales de părți. — Art. 1688 C. civil, 480 C. com.

Interpretarea convenției părților. — Intenția lor. — Art. 977 C. civil. — Amanetarea mobilelor incorporale (creanțe). — Condițiile cerute pentru ca creditorul amanetar să aibă privilegiu. — Contract înregistrat și notificat debitorului. — Art. 1787 C. civil, 479 C. com.

Titluri de improprietărire. — Statul debitor, reprezentat prin Casa de improprietărire.

Legea agrară. — Oprirea de a se înființa în mâna Statului debitor popriri, urmăriri, cesiuni, etc., până la consemnarea prețului. — Art. 73 § final L. agrară. — Scopul acestei dispoziții. — Intrarea pământului expropriat în mâna sătenilor, liber de sarcini.

Constituirea în gaj a titlurilor în care nu există un debitor. — Titluri de rentă pentru expropriere. — Amanetarea lor. — Remiterea în mâna creditorului, a titlului constitutiv de proprietate, fără notificare.

Constituirea în gaj a drepturilor netransmisibile prin gir. — Act făcut în forma unei cesiuni. — Mențiunea că cesiunea se face cu titlu de gaj. — Art. 479 par. C. Com. adaos prin legea din 15 Iunie 1905.

1) Copiii cărora li se cuvine o treime din averea soțului, recunoscut vinovat prin sentința de divorț, devin proprietari asupra acestei treimi prin efectul legii, iar nu prin convenție; ca atare, nu li se poate deci opune dispozițiile care reglementează strămutarea proprietății prin convenția părților.

2) Această proprietate este transmisă copiilor din momentul transcrierii hotărârei de divorț, în privința mobilelor, și din momentul transcrierii în registrul de mutațiuni, în privința imobilelor; așa că ei devin proprietari, față de terți, fără nici o notificare, art. 1393 din codul civil nefiind aplicabil în speță.

3) Pedepșa statornicită de art. 285 C. civil, se aplică soțului în contra căruia s'a pronunțat divorțul, chiar dacă nu s'au făcut publicațiile legale, asemenea dispoziție nefiind prescrisă

sub pedeapsa de mîltărie, pentru că, altfel, legea ar fi putut fi înlocuită cu cea mai mare ușurință.

7) Art. 722 § 7 d. n. procedură civilă nu se aplică divorțului pentru cauză determinată, ci numai aceluia prin consimțământ mutual, după cum această, de altfel, rezultă din înșiși termenii textului, menționat, care vorbește numai de divorțul prin consimțământ mutual.

5) Soțul în contra căruia s'a pronunțat divorțul pentru cauză determinată, își păstrează, în tot timpul vieții sale, uzul fructului treimeii trecută în patrimoniul copiilor, în baza art. 285 C. civil și ca atare, acest uzufruct formează gajul creditorilor personali ai soțului uzurucător.

6) Gajul sau amăneta este un contract real, care se formează în momentul în care în mîna creditorului, sau în mîna unui terțiu ales de părți, în sfera sferii tribunalului.

7) După art. 977 din codul civil, convențiile se interpretează conform intenției părților contractante.

8) Conform art. 1686 din codul civil, preferința în virtutea de lege în favoarea creditorilor amanetați nu există în privința mobililor încorporate, precum creanțe mobiliare, decât în virtutea unui act în regulă înregistrat și notificat debitorului creanței constituite amaneț, care, în speță, nu poate fi decât Statul, reprezentat prin Casa de înpropietărire.

9) Prin art. 73 § final al legii agrare se oprește, până la consensuarea pretului, de a se înființa în mîna Statului, debitor al pretului, orice cesiuni, umaruri, pōpriri.

10) Această dispoziție n'a putut avea de scop să oprească de sine stătătoare constituțiile de amaneț ale titlurilor de rentă pentru expropriere, care, fiind bunuri în comerț, se ducă de principiu, liberei lor circulații, legea vînd pur și simplu ca pămîntul expropriat să intre în mîna satenilor manșionari, liber de orice sarcini, iar pretențiunile eventuale ale terților să nu poată fi îndreptate contra însuși pămîntului expropriat, ci numai asupra pretului, pentru că Statul, debitor al acestui pret, să nu fie împovărat cu procese multiple.

11) Doctrina franceză admite pentru anumite acțiuni încorporate, precum: valori sau drepturi atele decât creanțe, de exemplu: titlurile noastre de expropriere, unde nu există în debitor căruia să se poată face notificarea, ca această notificare să nu mai fie făcută: de unde rezultă că formele pînerii în gaj a unor astfel de crește nefiind reglementate de lege, atare valori pot fi constituite amaneț prin simpla remitere a titlurilor care constău proprietatea lor.

12) După art. 479 § 2, C. com., adaos prin legea din 15 Iunie 1905, gajul asupra drepturilor încorporate netransmisibile prin gir poate fi constituit prin acte făcute în forma unei cesiuni în asemenea cazuri însă, actul trebuie să cuprindă mențiunea că: „cesiunea se face cu titlu de gaj”.

In urma deliberatiunilor urmate,

Având în vedere apelurile Banței Sindicatului Agricol Ilfov, a Banței Marmorosch, Blank și Comp., și a Banței Olteniei din Craiova, contra ordonanței Prezidentiale No. 170-923 prin care s'a admis cererea făcută de C. R. Geblescu tutorele minorelor Adina și Florica Geblescu și s'a dispus înmăntarea recipiselor No. 1274-923 de lei 4.410.200 în efecte și No. 82901-923 de lei 35.000 în mîntărie la Casa de depuneri și Consimțămîntului spre a ordona plata acestor sume în moduri următoare: 1) Lei 2.940.132 în efecte cu cupoanele aferente și lei 36.752 în nume-tur sau se reconsemneze ca fond al minorelor Adina și Florica Geblescu, la recipisă sa se înmănteze acestui Tribunal, unde este pendenta tutelară.

2) Lei 490.022 în efecte cu cupoanele aferente, împreună cu suma de lei 6125 în numerar se va reconsemna ca fond al minorei Vlad V. Geblescu înmăntându-se recipisă Tribunalului Iași.

3) Lei 980.046 în efecte, cu cupoanele aferente și lei 12.253

în numerar, se alocă creditoarei Banca Sindicatului Agricol Ilfov, respingându-se cererile făcute de băncile creditoare Marmorosch, Blank și Comp din București și a Olteniei din Craiova.

Văzând actele dela dosar ascultând pe părți în susținerile lor și pe d. reprezentant al Ministerului Public în concluzii:

Considerând că ceea ce se pune în discuție de părți în instanța de apel sunt: a) Drepturile minorului Vlad Geblescu asupra a o treime din partea de rentă și numerar convenită tatălui său Vasile Geblescu, în urma exproprierei moșiei Cerăț; și b) care ar trebui să fie ordinea de preferință a creditorilor chirografari cari, ulterior datei transcrierii divorțului debitorului Vasile Geblescu, au cîștigat drepturi de creanțe față de rîndurile, precum rezultă din titlurile succesive constituite de Banca apelante.

Luând în deliberare prima chestiune, care urmează de examinare referitoare la treimea din averea soțului declarat vinovat, prin hotărîrea de despărțire, pentru cauză determinată, conf. art. 285 cod. civil, și apoi și când ar fi compusă, ca în speță, din bunuri încorporate, mobile, efecte în rentă de Stat, — de când urmează să fie considerată, ca trecută în patrimoniul minorului Vlad Geblescu.

Având în vedere că Banca Sindicatului Agricol Ilfov susține ca motive de apel a) greșită interpretare a textelor cari guvernauzez matorul strămutării proprietății bunurilor încorporate: 2) Violarea art. 285 și 1398 cod. civil și 3) Omisiune esențială a Ordonanței Prezidentiale care nu se pronunță asupra punctului subsidiar, cerut de Banca creditoare, ca în caz de apel se va atribui minorului Vlad Geblescu o treime din titlurile de expropriere, ea nu este proprietar, și se reconsemneze Banca în calitate de creditoare, ce înmăntare cu titlu de gaj, a valorilor stat Vasile Geblescu în fructul acestor treime, urmîndu-se Banței cupoanele aferente din renta de expropriere a terenului solăstău ar avea o tatal minorului, atît ca el e încă în viață, fapt ce nu se contestă de nimine; și Banca Olteniei înlocuind pe ținele aceste motive și violarea art. 722 pr. civilă.

Considerând că, potrivit dispozițiilor art. 285 cod. civil, natura dreptului conferit minorului asupra o treime din averea soțului declarat vinovat, prin sentința de despărțire, este înveștită cu caracterul unui drept de proprietate, prin efectul legii și ca atare, minorul Vlad Geblescu a devenit proprietar ex lege, iar nu ex-convenție, și nu se poate opune dispozițiile care reglementează strămutarea proprietății prin convenția părților.

Că, odată ce textul legii prevede ca aceasta avere trece în patrimoniul copiilor din momentul transcrierii sentinței de divorț, în ceea ce privește averea mobilă, urmează ca minorul Vlad Geblescu, cu începere dela 28 Februarie, 1922, — data transcrierii sentinței de despărțire la Oficiul Starel Civile s'a înbrăcat în virtutea legii, cu un drept de proprietate asupra a o treime din averea tatălui său și anume: „Sumele de bani ce vor reveni ca pref al exproprierei moșiei Cerăț, jud. Dolj”, astfel, cum i s'a recunoscut prin sentința de divorț, No. 298-921 a Tribunalului Iași.

Că, de asemenea, oncabilitatea dreptului minorului față de terți, este garantată de aceleși reguli, pari și la sediul minorului art. 285 cod. civil, de 1905, legiuitorul din 1906, după aceea și la sediul proprietar în condiții speciale, și a propriilor reprezentanților minorului. Deci, o notificare a dreptului minorului față de terți, creditorii, și înțelegerea numai în transcrierea sentinței de divorț, în ceea ce privește averea mobilă și transcrierea în registrele de mutațiuni, în ce privește imobilele, ce se face în oficiu, del brafă, după gōterem o p r i c u r m u t a t a o s a i r q 30

si Că, în proba cea mai evidentă că manșionarea sentinței de divorț în înțelegerea înțelegerea în mod legal, de o rașionabilă în mod necuștinabilă, după îndirarea proprietății și care s'hopit, față de terți, este că în același alinaat ad sub art. 285 regimul tratând despre transcriere, se referă și la manșionarea averii nulate a fostra minorului, și în fraudă a copriilor, în mîntărie de la intentarea acțiunei până la transcrierea hotărîrei.

ferința arătată de lege în favoarea creditorului amanetar, nu se poate înființa în privința mobilelor încorporale, cum sunt creanțele mobiliare, decât prin un act în regulă înregistrat și notificat *debitorului* creanței date în gaj; debitor care, în speță ar fi statul, reprezentat prin casa de improprietărire, iar nu grefierul Tribunalului. Dar prin art. 73 al. final, legiuitorul agrar a oprit, până la consemnarea prețului, de a se înființa în mâna statului, debitor, orice ceziuni, urmăriri, pporiri, etc.; iar actele înființate rămân de drept desființate, rezultă în mod logic, că trebuie să ne referim la doctrină; căci nici un text de lege n'a prevăzut această ipoteză, ca să vedem care ar fi criteriul după care s'ar stabili preferința, atunci când la ceziunile sub titlu de gaj a unor atari titluri, dispăre sau nu există debitor la care s'ar putea efectua în mod legal notificarea.

Considerând că doctrina franceză admite că, pentru anumite bunuri încorporale, când e vorba de valori sau drepturi alte decât creanțe, cum ar fi în speță, titlurile noastre de expropriere, „unde nu este debitor căruia să-i poți face notificarea ordonanță de lege“, atunci această notificare a debitorului nu va fi făcută, și cum forma puterii în gaj a unor astfel de efecte nu este reglementată de lege, jurisprudența franceză a decis valabilitatea constituirei în gaj a unor atari valori prin simpla remitere a titlului, care constată proprietatea (v. Planiol, V, II, p. 730 și Baudry-Lacantinerie, ed. 3, XXIV, T. I *Efficacité de gaje* Cap. 66, p. 50).

Că, raportând aceste principii la clauzele convențiunii contractului de ceziune cu titlu de gaj, al Băncii Sindicatului Agricol, care virtualmente a înțeles să desemneze ca depozitar al gajului pe Grefierul Tribunalului; căruia i-a adresat notificarea din 19 Iunie 1922, pe care legiuitorul agrar nu o oprește, chiar înainte de consemnarea prețului odată ce permite prin art. 152 din regulament, care în baza articolului 156 din Legea Agrară are puterea de a complecta legea, — măsura mai gravă o poprirei — reese deci că în mod juridic și legal Banca Sind. Agricol și-a valorificat dreptul său de gaj asupra titlurilor de două treimi din renta cuvenită debitorului V. Geblescu, făcând opozabilă creanța sa prin această notificare anterioară notificării și poprirei efectuate de celelalte Bănci în mâna Grefierului Trib. Dolj.

Că, de asemenea, din dispozițiile art. 73 Legea Agrară, nu poate să rezulte că legiuitorul ar fi avut intenția să interzică ceziunile sau constituirile în gaj ale titlurilor sale de expropriere, cari fiind bunuri puse în comerț au prin aceasta, libera lor circulație; ci, scopul legiuitorului fiind ca pământul expropriat să intre în mâna sătenilor muncitori de pământ liber de orice sarcini și eventuale pretențiuni, a decis, pe de o parte, ca toate aceste pretențiuni, să nu mai poată fi îndreptate contra pământului expropriat, ci să fie îndreptate asupra prețului; iar pe de altă parte, pentru ca statul debitor al prețului să nu fie împovărat în multiple procese, a interzis până la consemnarea prețului, de a se înființa în mâinile sale orice ceziuni, urmăriri, popriiri, etc., dar aceasta nu înseamnă că a împedecat libera convenție a părților asupra eventualelor ceziuni și constituiri în gaj a valorilor sale date ca echivalent foștilor proprietari; ci, din contra, interesul său a fost ca ele să fie productive în mâinile deținătorilor, devenind utile economiei naționale, prin libera lor circulație.

Că, în fine, conform, art. 479 al. 2 cod. comercial, gajul asupra drepturilor netransmisibile prin gir, putând fi constituite prin acte făcute în forma cesiunilor, însă în aceste cazuri actul trebuie să conțină mențiunea că „Cesiunea se face cu titlu de gaj“, și, ca atare, și din acest punct de vedere, gajul Băncii Sindicatului Agricol este bine constituit prin contractul său de cont curent, garantat cu cesiune sub titlu de gaj.

Că, astfel fiind, apelurile Băncii Marmorosch, Blank și Co., și Băncii Olteniei urmează a fi respinse ca nefondate menționându-se dispozițiile. Ordonanței prezidențiale și în parte relativ la considerentele sale.

Pentru aceste motive, redactate de d. I. A. Vasileșcu-Buciumi, judecător de ședință.

Tribunalul,

Admite în parte apelul Băncii Sindicatului Agricol Ilfov, în contra Ordonanței Prezidențiale cu No. 170-923,

Reformează în parte această ordonanță, numai în ceea ce privește uzufructul treimeii cuvenită minorului ca nud proprietar, și

Dispune: cupoanele aferente acestei treimi în rentă să se în caseze de numita apelantă.

Respinge ca nefondate apelurile făcute de Banca Marmorosch, Blank și comp. și Banca Olteniei din Craiova în contra menționatei ordonanțe.

Menține celelalte dispozițiuni din ordonanța apelată, etc.

(ss) I. A. Vasileșcu-Buciumi; V. A. Demetrescu.

NOTĂ. — Sentința recentă și foarte interesantă a Trib. Dolj, ce publicăm astăzi, este, în mare parte, relativă la interpretarea falimosului și nenorocitulul art. 285 paragr. 2 din codul civil, adaos prin legea d'n 15 Martie 1906, pe care l-am desființat în noul proiect de cod civil ce am elaborat pentru România întregită.

Acest text, adaos prin legea din 1906, a cărui raportor am avut onoare de a fi în Senat, conferă copiilor *din căsătoria desfăcută*, o treime din averea soțului recunoscut vinovat prin hotărârea de divorț, acest soț păstrând însă, în tot cursul vieții sale, uzufructul averei trecute în patrimoniul copiilor, și având dreptul de a răscumpăra partea cuvenită copiilor în nudă proprietate, oferind de zece ori venitul acestei părți.

Ce târg rușinos între părinte și copii care, de cele mai multe ori, fiind lacomi de bani și inexperienți, vor consimți a vinde pe nimic partea cuvenită lor, făcând astfel ca legea să devie iluzorie!

Dar, apoi, textul de mai sus, pe care l-a adaos legiuitorul din 1906, crezând că face mare ispravă, pe lângă că a dat loc la nenumărate dificultăți, este și nedrept. În adevăr, legea recunoaște soților dreptul de a se despărți, de câteori există motive serioase și bine constatate, și nici nu se putea altfel, și apoi, tot ea îl pedepsește pentru că-și exercită un drept legitim. În asemenea condițiuni, soții fiind puși între interesul lor personal și datoria către copii, de cele mai multe ori își înstrăinează averea, fie în mod real, fie în mod simulat; sau, când nu recurg la asemenea fraudă, nu cer divorțul, preferind ca viața să fie pentru ei un infern. Și, în asemenea caz, ne întrebăm: care este oare moralitatea pe care copiii o văd la părinții lor?

Pedeapsa edictată de art. 285 din codul civil se înțelege într-o câtva în materia divorțului prin consimțământ mutual, unde soții se despart numai după bunul lor plac, fără motive, și unde li se poate pune o stavilă, spre a împiedica acest divorț, pe care s'ar părea că legea l-a admis cu părere de rău.

El nu se mai înțelege însă în materia divorțului pentru cauză determinată; de aceea, am propus fără șovăire abrogarea lui, și este de interesul a însăși instituției divorțului ca un text atât de dez-

tros și de inaplicabil în acelaș timp, să dispară cu o oră mai înainte din viitorul cod civil al României Mari, cu atât mai mult că, între multe altele, el dă loc la o nedreptate considerabilă.

În adevăr, numai copiii *născuți din căsătoria desfăcută* dobândind, prin efectul legii, o treime din averea părintelui recunoscut vinovat prin sentința de divorț, nu însă și copiii născuți dintr'o căsătorie anterioară sau posterioară, de aici rezultă că, de câte ori acești din urmă copii, în urma morței părintelui lor, vor veni la succesiunea acestui părinte, împreună cu frații lor născuți din căsătoria desfăcută, ei nu vor putea cere raportul părții de avere dobândită de frații lor prin efectul legii, nici nu vor putea exercita acțiunea în reducere, dacă partea dobândită de ei prin efectul divorțului ar întrece cotitatea disponibilă.

În adevăr, numai liberalitățile făcute prin donațiune și testament sunt supuse raportului și reducerii; și, în speță, nu este vorba de o liberalitate, ci de dobândirea unei proprietăți prin efectul legii, după cum de altfel, foarte bine decide Trib. Dolj prin sentința ce adnotăm.

Soluția este deci nedreaptă din toate punctele de vedere, ea introducând vrajbă și zizania în familie.

O rațiune mai mult pentru ca un asemenea text să dispară din viitorul nostru cod civil.

Un asemenea text a fost propus și în Franța, cu ocazia introducerii divorțului, atât în Cameră cât și în Senat, însă acolo încercarea n'a izbutit. Numai la noi Camerele sunt mai docile, căci ele votează, în genere, aproape tot ce le pune guvernul înainte. *Sus băeți, jos băeți!* Iată cum, mai în totdeauna, se fac legile în această țară de Dumnezeu blagoslovită.

Să sperăm într'un viitor mai bun! Am dezesperat însă de a-l vedea realizat.

Am comunicat acest text, în traducere, lui Planiol, cu care am avut onoarea de a fi fost coleg de bancă, și ilustrul profesor ne-a adresat o scrisoare, pe care am publicat-o nu mai știm în ce revistă, în *Tribuna juridică*, dacă nu ne înșelăm, prin care îl dezaprobă cu desăvârșire, zicând că nu va trece mult și el va trebui să fie abrogat.

Credem că a sosit momentul ca cuvântul lui Planiol să fie adus la îndeplinire.

Acest text a fost criticat nu numai de noi, dar și de alții. Vezi, de exemplu, Em. Dan, *Curierul Judiciar* din 1913, No. 70 urm., etc.

Ziceam mai sus că acest nenorocit text a dat loc la multe dificultăți practice. Vom semnală aici numai una din ele:

Treimea cuvenită copiilor din averea soțului vinovat se socotește ea numai asupra averii pe care soțul o posedă în momentul acțiunii sale, sau și asupra celei ce eventual ar surveni acestui soț în timpul divorțului, până la rezolvirea lui definitivă? Controversă:

Curtea din Galați a decis că art. 285 din codul

civil nu are în vedere numai averea pe care reclamantul o posedă în momentul introducerii acțiunii sale, dar și cea dobândită mai în urmă, până în momentul transcrierii hotărârei de divorț la oficiul stărei civile. (Vezi *Dreptul* din 1912, No. 43, pag. 339). Curtea de Casație a casat însă această deciziune. (Vezi *Dreptul* din 1915, No. 28, pag. 223).

Și câte și mai multe, n'am mai termina dacă am trece în revistă toate discuțiunile la care acest nenorocit text a dat loc.

Venim acum, după aceste considerații critice, la sentința Trib. Dolj, pe care o publicăm astăzi.

Tribunalul pune, cu drept cuvânt, în principiu că, în cazul de față, copiii dobândesc treimea din averea soțului vinovat *ex lege*, iar nu *ex conventione*, așa că nu li se poate opune nici una din dispozițiile care reglementează strămutarea proprietății prin convenția părților.

Tribunalul mai decide că această treime se cuvine copiilor născuți din căsătoria desfăcută, chiar dacă nu s'au făcut publicațiile legale, sau dacă soții n'au arătat averea lor, căci altfel legea ar putea fi înlăturată cu cea mai mare ușurință și ar deveni ilatorie. Tot în acest sens s'a pronunțat și Trib. Neamț. (*Dreptul* din 1906, No. 69, pag. 548, cu observația noastră).

Tot juridice sunt celelalte puncte pe care tribunalul le admite asupra art. 285 din codul civil.

* * *

Contractul de gaj sau de amanet este un contract real, care se formează prin remiterea lucrului, fie în mâna creditorului fie în mâna unui terțiu ales de părți.

Sunt însă și excepții dela acest principiu, în care lucrul amanetat rămâne în mâna debitorului.

În privința mobilelor incorporale, pentru ca creditorul amanetar să aibă dreptul de a fi plătit din lucrul amanetat, cu precădere înaintea altor creditori ai debitorului amanetar, trebuie să existe un act scris *înregistrat*, adică: având cel puțin dată certă, și să fie transcris (art. 728 *bis* Pr. civ.). Vezi tom. X al Coment. noastre, pag. 253.

Apoi acest act trebuie să fie notificat debitorului (art. 1687 c. civil).

Aceasta lasă, bine înțeles, a se presupune că există un debitor. Sunt însă cazuri în care nu există debitor, și pentru aceste cazuri, se decide că notificarea nu se mai face, iar constituirea amanetului se îndeplinește prin simpla remitere a titlului care constată proprietatea. Astfel este, de exemplu, la noi, în privința titlurilor de rentă pentru expropriere.

Trib. Dolj făcând aplicarea acestui principiu la titlurile de mai sus, ne arată asupra acestui punct starea doctrinei și a jurisprudenței franceze, citând pe Planiol și pe alți autori, însă în așa mod încât nu-i poți controla. Astfel, în privința lui Planiol, se trimete la pag. 730 din tom. II. Or, este știut că paginile nu mai corespund dela o ediție la alta; de

aceea este bine de a se arăta și editia, sau de a se pune cel puțin numărul curent în care materia este studiată. Astfel, Planiol trebuie să fie citat în modul următor: II, No. 2413 (numerele fiind aceleasi în toate edițiile).

Atragem asupra acestui punct bnevoitoare atenție a redactorului acestei frumoase hotărâri d-l Vasilescu-Buciumi, pentru că pe viitor să nu mai facă astfel de citații. Ne permitem de a-i face această mică observație care, de altfel, nu distruge nimic din valoarea hotărârei sale, pentru că el a fost un distins elev al nostru.

Iată ce găsim în această privință în Planiol (II, 2413):

„Constituirea amanetului prin simpla remitere a titlului: — Când este vorba de valori sau drepturi, altele decât creanțe, nu există un debitor care să se poată face notificarea cerută de art. 2075 c. civil (1687 c. civ. rom.). Prin urmare, această notificare nu se va mai face. Niciun text de lege neprevăzând însă chestiunea, forma amanetării unor asemenea drepturi nu este reglementată. Jurisprudența a fost deci silită a decide că amanetarea lor se îndeplinește prin simpla remitere a titlului care constată proprietatea lor. Această soluție a fos admisă în privința brevetelor de invenție, etc.“. Vezi *infra*, Trib. Limoux (tot în acest număr și autorii citați acolo).

Observația, pe care ne-am permis a o face mai sus în privința lui Planiol, o repetăm și în privința celorlalți autori citați în corpul acestei hotărâri.

Concluzie: În rezumat, credem că sentința Trib. Dolj este, în toate punctele ei, juridică; redactarea ei este însă cam greoaie; în orice caz, citațiile făcute în ea lasă de dorit, după cum am arătat mai sus. Credem că, pe viitor, asemenea mici greșeli nu se vor mai repeta din partea unui tânăr magistrat muncitor și priceput, care are un fumos viitor înaintea lui. Ne bucurăm că el a fost elevul nostru trei ani consecutivi.

Iași. D. ALEXANDRESCO

TRIBUNALUL LIMOUX (Aude)

— 9 Martie 1920 —

Brevet de invenție. — Constituirea lui amanet. — Art. 2071 C. civ. fr. (1685 C. civ. rom.). — Îndeplinirea formelor prescrise de art. 2074 C. civil (1686 C. civ. rom.). — Lipsa de notificare. — Remiterea titlului în mâna creditorului gagist. — Neaplicarea art. 2075 C. civil (1687 C. civ. rom.). — Vezi Legea română asupra brevetelor de invenție din 17 Ianuarie 1906.

Un brevet de invenție poate fi constituit amanet numai cu îndeplinirea formelor prescrise de art. 2074 C. civil (1686 C. civ. rom.).

Pentru constituirea unui asemenea amanet nu se cere notificarea prescrisă de art. 2075 C. civil (1687 C. civ. rom.), gajul devenind perfect prin simpla remitere a titlului. (Recueil des Sommaires, anul 1921, pag. 319).

NOTĂ. — Doctrina și jurisprudența franceză sunt

constante asupra acestui punct. Vezi C. Paris, D. P. 65. 3. 16. Sirey, 66. 24; Planiol, II, 2413; Colin et Capitant, II, pag. 749, ed. Tra. Laurent, XVIII, 462; Aubry, Rau, VI, paragr. 432, pag. 253, ed. 4. 5. a. P. Pont, *Peiris, contrats*, II, 1103; Baudry et Loyne, *Nantissement, Privil et hypothèques*, I, 78, pag. 69, ed. 4. 3. a.; Lyon-Caen et Renault, *Tr. de droit commercial*, III, 283; Beudant, *Suretés personnelles, et nées*, I, 164, pag. 137; Pouillet, *Des brevets d'invention et de la contrefaçon*, 201, 201 bis, pag. 268, ed. 4. 5. a.; Pand. fr. 299, Gage, 154 și *Propriété littéraire*, 3765 urm.; Répert. Sirey, IV, *Brevet d'invention*, 1980 urm.; Gage, 272, Mai vezi Alexandresco, X, pag. 242 și 252, etc.

Creditorul gagist nu are însă dreptul de a exploata brevetului amanetat, proprietatea lui continuând să aparțină tot persoanei brevetate. Vezi Répert. Sirey, IV, *Brevet d'invention*, 1982, 1085.

S-a decis că regulile de mai sus, relative la brevetele de invenție se aplică la noi, titlurilor de rentă pentru exploatare. Trib. Dolj, sentință publicată mai sus și adnotată de d-roi Alexandresco. Nu numai brevetele de invenție pot fi constituite amanet, dar încă toate mobilele incorporale precum: îndururile de comerț, dreptul de proprietate literară sau artistică, etc. și chiar dreptul de a exploata o concesiune a distribuției de energie electrică, etc. Cfr. Baudry et Loyne, op. cit. I, 79; Colin et Capitant, II, pag. 749; Pand. fr. *Propriété littéraire*, 149 urm. Mai vezi asupra amanetării proprietății literare sau artistice, Alexandresco, *op. cit.*, X, pag. 243 și 252, etc.

JUDECĂTORIA OCOLULUI-DEVA

Audiența dela 1 August 1923

Președenția d-lui ION VAGNER, Judecător
Sentința civilă No. 735

Inchiriere. — Convenție. — Obiect nedeterminat și lipsă de cauză. — Nevalabilitatea Convenției subsecventă. — Neexecutare. — Conștințare. — Parag. 906 codul civil austriac.

1. Orice convenție trebuie să aibă un obiect determinat și o cauză. În cazul cănului obiectul nu e determinat, debitorul are dreptul să facă această determinare, fiindcă potrivit par. 906 c. civ. austriac, în cazul obligațiilor susceptibile de niid multe moduri de executare, se contera facultatea alegerei debitorului, iar nu creditorului.

Când însă cauza convenției nu este nici prevăzută, nici nu se poate stabili prin deducție, ea nu este valabilă.

2. O convenție preliminară și preparatorie a altei convenții este susceptibilă de a fi juridică, când un drept obiectiv prezintă prestațiune de a face și drept cauză însăși convenție subsecventă la a căreia încheiere trebuia să servească. Neexecutarea obligațiunei ce rezultă din o atare convenție dă loc ill aduine interese.

Judecata, Respinge, ca neintemeiată acțiunea reclamantului

G. C. introdusă contra pârâtei I. V. și obligă pe reclamant să plătească suma de lei 246 bani 25 drept spese procesuale, în termen de 15 zile sub sancțiunea execuției, cum și competența de timbru ce se va fixa de percepția Deva.

Rezervă reclamantului facultatea de a-și valorifica dreptul de daune față de pârâta.

Motivele :

Judecătoria s'a condus de următoarele motive la aducerea hotărârei :

Având în vedere acțiunea reclamantului G. Ch. în reg. subt No. 735-923, prin care cere să fie obligată pârâta I. V. să-i evacueze una cameră dinspre stradă și o jumătate din camera de mijloc a apartamentului situat în str. General Averescu No. 8 din Deva, apartament deținut de pârâta ca chiriașă și al cărui proprietar este reclamantul ;

Având în vedere, că atât prin acțiune, cât și prin susținerile orale, din cursul dezbaterii, reclamantul și-a sprijinit acțiunea sa exclusiv pe convențiunea ce afirmă că s'ar fi încheiat între părți și din care ar fi rezultat pentru pârâta obligațiunea a cărei îndeplinire o cere prin acțiunea de față ;

Având în vedere, că din administrarea probelor și anume din ascultarea martorilor I. M. și G. A. se constată că între reclamant și pârâta s'a încheiat un acord în prezența acestora și anume pârâta a declarat că îi va da reclamantului o parte din locuință și că determinarea porțiunii ce o va da a rămas — o facă ulterior, după ce va veni fiica sa acasă, — determinare ce însuși reclamantul recunoaște că nu a fost făcută nici ulterior ;

Având în vedere, că, întrucât încheierea acestui acord este confirmată prin martori, fără ca pârâta să fi putut prin vre-un mijloc de probațiune să dovedească neîncheierea sau viziarea lui, rezultă că judecata trebuie să-l considere ca un fapt deplin probat, urmând numai să examineze natura, valabilitatea și efectele lui juridice.

Având în vedere că reclamantul a susținut că acest acord este o convențiune care a dat naștere pentru pârâta obligațiunii de a i ceda o parte din locuință,

Având în vedere că este o regulă de drept fundamentală, că orice convențiune trebuie să aibă un obiect determinat și o cauză,

Considerând, că în speță, dacă s'ar privi acordul încheiat ca o convențiune cu efectul pretins de reclamant, s'ar constata că nu are un obiect determinat, — căci însuși reclamantul recunoaște că pârâta nu a determinat ce anume parte din locuința sa îi va ceda, — susținând, însă, că întru cât pârâta nu a determinat obiectul, dânsul ca creditor ar avea dreptul să facă determinarea,

Considerând, că această susținere a reclamantului judecata o privește ca greșită, mai întâiu pentru că din ea ar rezulta că fixarea obiectului unei convențiuni s'ar putea face fără consimțământul debitorului și apoi pentru că în speță este contrară acordului încheiat, din care se desprinde clar că reclamantul a consimțit că determinarea să o facă pârâta, cum și pentru motivul că spiritul legii se opune acestui mod de a vedea, ceia ce se poate stabili din faptul că legea — Codul Civil Austriac paragr. 906 — în cazul obligațiunilor susceptibile de mai multe moduri de executare, conferă facultatea alegerei debitorului, iar nu creditorului,

Având în vedere mai departe, că dacă, s'ar privi acordul în chestiune ca o convențiune generatoare

a obligațiunii de a se ceda de către pârâta o parte din locuința închiriată, se constată că pe lângă lipsa unui obiect determinat, mai lipsește și cauza ei,

Căci în adevăr, chiar dacă ipotetic s'ar considera că s'a născut pentru pârâta obligația de a ceda reclamantului o parte din locuință, nu se prevede și nici măcar prin deducțiune nu se poate stabili care este cauza acestei obligațiuni („id quod inducit ad contrahendum“). Este ea o scădere din prețul chiriei? sau efectuarea vre-unei prestațiuni de către reclamant? sau dorința de a face o donație?

Având în vedere că astfel fiind, acordul ce a intervenit între părți nu obligă pe pârâta să dea reclamantului din locuința sa nici porțiunea indicată prin acțiune, nici vre-o altă porțiune, întru cât pentru ca să aibă acest efect, acordul în chestiune trebuia să aibă un obiect și o cauză care să învedereze nașterea unei atari obligațiuni și că, deci, pentru aceste motive urmează a se respinge acțiunea reclamantului, așa cum ea a fost formulată și susținută.

Considerând, însă, că dacă acordul încheiat nu poate avea efectul pretins de reclamant, el are ca adevărată natură aceia a unei convențiuni preliminare și preparatorie a convențiunii a cărei încheiere avea să urmeze posterior, după ce pârâta ar fi determinat porțiunea de locuință cedabilă și în funcțiune de care firesc era să fie și fixarea contraobligațiunii reclamantului,

Că privindu-se acordul părților ca o astfel de convențiune, ea a dat în adevăr naștere unei obligațiuni pentru pârâta, dar nu aceia susținută de reclamant, ci anume aceia de a hotărâ desemnarea unei părți din locuință, care să formeze apoi obiectul convențiunii subsecvente pentru însăși cedarea acelei porțiuni,

Că această obligație, care nu trebuie confundată cu însăși obligația de a da porțiunea de locuință, este perfect valabilă, având ca obiect precis o prestațiune de a face și anume actul psihologic de a desemna o porțiune cedabilă din locuință și având drept cauză însăși convențiunea subsecventă la a cărei încheiere trebuia să servească,

Având în vedere că această obligație, — ce este a se discerne separat de obligația de a da o parte din casă, — este o obligație deplină, existentă, fiind degajată de orice condițiune, — de oarece din depozitiunile martorilor audiați se constată că pârâta nu a rezervat actul desemnării fiicei sale, ci numai a condiționat exprimarea acestui act, după ce se va întoarce acasă fiica sa, care în momentul încheierii acordului lipsea de acasă,

Având în vedere că pârâta nu și-a îndeplinit obligația de a lua și exprima hotărârea de desemnare, nici după ce s'a întors fiica sa acasă, ci a refuzat după aceia executarea acestei obligații,

Că prin refuzarea de a executa o obligațiune a cărei natură este de a face, rezultă pentru reclamant, conform regulii generale de drept, îndrituirea de a cere un equivalent bănesc al pagubei suferite, pagubă care constă în faptul că s'a împiedicat convențiunea ulterioară ce se putea încheia și prin care reclamantul ar fi realizat un folos de care astfel a fost privat,

Considerând însă, că de oarece dreptul la acest equivalent nu a fost pretins de reclamant, judecata nu-l poate acorda, ci numai îl constată ca o consecință logică ce rezultă din analizarea procesului și din motivele pe baza cărora a fost respinsă acțiunea sa.

Judecător (ss) Ioan Vagner

JUDECĂTORIA OCOLULUI RURAL ROMAN

Audiența dela 14 Noembrie 1923

Președinția d-lui V. CRIVĂȚ, Judecător

Casa Centrală de Improprietărire cu V. Sârghie și N. Voicu

Legea agrară. Schimb de loturi. Dacă poate fi considerat ca o înstrăinare și permisă de lege? Art. 6, 120, 124 din legea agrară din 1921, art. 219 din regulamentul legii.

Art. 120 din legea agrară declară inalienabile pe timp de cinci ani loturile sătenilor improprietăriți. Deși legea enumără pentru înstrăinări numai vânzările și donațiunile, însă schimbul nefiind în esență decât o vânzare, atât din economia legii, cât și din regulamentul ei (art. 219) rezultă că, schimbul este tot o înstrăinare și ca atare nu este permisă de lege.

Judecata,

Având în vedere actele din dosar și susținerile părților din care rezultă următoarele: Pârâții au fost improprietăriți în baza legii pentru reforma agrară din 1921, cu câte 2 h. loturi în complectare, în com. Elisabeta Doamna; că în urmă pârâții improprietăriți, au făcut schimb, cu alte pământuri, de întinderi egale, de altfel, pe care le-au luat dela d-na Aurelia Filipeanu. Că motivul acestui schimb, după cum s'a arătat de reclamant, pare a fi fost că terenul dat pârâților pentru improprietărire, fiind un pământ nisipos, cu strat bogat de pietriș a fost dobândit de d-na A. Filipeanu, pentru a-l exploata în carieră de pietriș;

Având în vedere că chestiunea care importă pentru soluționarea acestui proces, este dacă loturile date sătenilor pentru improprietărire, conform legii agrare din 1921, sunt sau nu permise a fi înstrăinate în intervalul de 5 ani, prevăzut de lege;

Având în vedere că legea agrară dintr'un spirit de protecțiune tutelară și în interes social bine chibzuit, voind ca sătenii improprietăriți, să rămână cu pământul ce li s'a dat a luat ahume măsuri de protecțiune atât în ce privește modul de cultivare a loturilor și modul de înstrăinare a loturilor; că prin art. 120 din legea pentru reforma agrară toate loturile mici sunt declarate inalienabile timp de 5 ani. Ce înțelege legea agrară prin înstrăinări?

Având în vedere, în ce privește vânzările și donațiunile, nu încapă nici o discuțiune, ele fiind anume enumerate de legiuitor; că, chestiunea ce ne preocupă este: dacă schimbul a fost sau nu prevăzut de legiuitorul agrar;

Având în vedere că, reclamantul în susținerea sa, a invocat art. 6 din legea agrară, care enumără și schimbul printre înstrăinări. Că însă prin acel articol s'a căutat a se defini terenurile susceptibile de expropriere, situațiunea lor juridică dela 1916, în cât această considerațiune nu poate fi avută în vedere în interpretarea speței ce ne preocupă;

Considerând că după principiile generale de drept schimbul este socotit ca o înstrăinare, ca o permutație de proprietate, ca și vânzarea, cu care are multe asemănări și prea puține deosebiri.

Astfel ilustrul profesor de drept civil dela Universitatea din Iași, d-l D. Alexandresco, în cartea III, vol. IX, tratând chestiunea schimbului se exprimă astfel: „Tranzacțiunile omenești au început prin schimb. Cu timpul schimbul a dat loc la contractul de vânzare, care la urma urmei nu este de cât un schimb contra unei sume de bani“. Și mai departe d-sa criticând definițiunea dată de legiuitor schimbului, spune că „Schimbul ar putea fi definit un contract sinalagmatic și co-mutativ, consensual, prin care fiecare din părți transmite sau se obligă a transmite celelalte, proprietatea unui lucru altul decât bani“. (Cfr. și Baudry vol. II, pag. 564);

Că tot de această considerațiune a fost inspirat și legiu-

Considerând mai departe că, chiar legea agrară dela 1864, permite schimbul sub rezerva anumitor condițiuni; că deci prin analogie socotim că dacă legiuitorul de la 1921 ar fi îngăduit schimbul, ar fi spus-o expres, cum este cazul prevăzut de art. 19, unde se permite schimbul pământului dela 1864 și acel obținut sub D. L. No. 3697-1918 subrezerva împlinirii unor anumite condițiuni: învoirea sătenilor, aprobarea Casei Centrale, etc;

Că pe de altă parte, prin alineatul II din art. 120 din legea agrară, vorbind de schimburi și de donațiuni, legea spune, că ele sunt permise în aceleași condițiuni ca și vânzările;

Că art. 120 ca și art. 124 figurează în capitolul despre înstrăinarea loturilor; Că deci legiuitorul implicit a avut în vedere și schimbul, pentru că din toată economia legii, rezultă acest lucru, și nu avea nevoie să mai facă anumite mențiuni despre el;

Considerând că astfel a fost intențiunea legiuitorului, mai rezultă și din faptul art. 219 din regulamentul legii agrare schimbul este enumerat printre înstrăinări;

Că însă, la aceasta pârâțul prin avocatul său, susține că regulamentul, nu-i este aplicabil, fiindcă prin aceasta i se creiază o decădere de drepturi, neprevăzute de lege și, conchide că, acest articol este neconstituțional;

Considerând că, prin art. 156 din legea agrară se prevede că un regulamentul de aplicare va complecta și lămurii înțelesul legii;

Considerând că, prin dispozițiunea art. 219 din regulament nu se creiază nici o decădere de drepturi, ci se lămurește, se interpretează înțelesul legii; că chiar fără această interpretare înțelesul legii era bine lămurit, după cum s'a demonstrat mai sus, astfel că, departe de a se creia noi decăderi de drepturi, neavute în vedere de lege, sus menționatul articol din regulament, nu face de cât să repete textul legii, decăderea fiind statornicită de lege;

Pentru aceste motive în virtutea art. 124 și 139 din legea pentru reforma agrară, dispune deposedarea pârâților de loturile cu care au fost improprietăriți, care se vor pune la dispozițiunea Casei Centrale spre a servi la improprietărirea altor săteni.

Judecător (ss) V. CRIVĂȚ

În Editura Curierul Judiciar s'a pus sub presa Cursul de Drept Penal și Procedură Penală (cele 3 vol. ale regretatului **Profesor I. Tanoviceanu**). Opera a fost revizuită și complectată cu **Doctrina și Jurisprudența la zi**, cu referințe și comparațiuni și la **Codul și Procedura Penală Austriacă și Ungară**, de o comisie de juriști: **Dr. Cornel Chiselită**, consilier la Curtea de Casație, **Dr. Ștefan Laday**, fost Magistrat și Profesor în Ardeal, Jurisconsult în Cluj; **Dr. avocat Ventilă Dongoroz**, Prim-Redactor la „Jurisprudența Generală“, ajutoți de **Dr. Gr. C. Conduratu**, fost Consilier la Curtea de apel București, avocat și **N. C. Șhina**, fost Președinte la Curtea de apel București, tutorul minorilor I. Tanoviceanu.

Lucrarea va apăre în 3 mari volume, pe hârtie volină. Primul volum va fi complect gata la finele Septembrie a. c. **Prețul** cu care se va pune în vânzare acest volum este de 500 lei. Pentru cei cari voesc a se sbona, pentru câteși cinci volumele, **vor plăti anticipat lei 2000**. Magistratilor, Avocaților și Studenților cari au de dat examene, li se pot servi lucrarea anticipat, în fascicule. **Prețul** unei fascicule de 32 pag. este de 30 lei, la cari se va adăoga lei 3 pentru porto recomandat. Au apărut până azi 7 fascicule.

Rugăm stăruitor pe d-nii abonați din provinciile a nu mai aștepta alte invitațiuni, sau sosires încasatorilor, și a bine voi să trimită achitarea abonamentului prin mandat postal, direct la administrațiunea ziarului „Curierul Judiciar“, București, Rahovei 5, notând pe cotorul mandatului pentru abonamentul datorat partida No...“